

## IL EST TEMPS DE CONCEVOIR UN SYSTÈME FINANCIER DURABLE

David WOOD | Directeur de l'Initiative pour un Investissement responsable (IRI) au Centre Hauser pour la société civile à Harvard Kennedy School



Mobilisons les capitaux privés à des fins publiques ! Comme le soulignent l'Accord de Paris ou les objectifs mondiaux en faveur du développement durable (ODD), les investisseurs ont un immense rôle à jouer pour répondre aux défis sociaux et environnementaux auxquels nous sommes confrontés.

Dans le même temps, des pratiques d'investissement, prenant en compte les principaux défis sociaux et environnementaux, se développent. L'intégration des critères ESG (Environnement, social et gouvernance) dans la prise de décisions financières a été présentée comme un moyen d'améliorer les rendements à long terme via un meilleur alignement des capitaux investis sur les intérêts de la société. Et, de plus en plus d'investisseurs cherchent à utiliser intentionnellement les outils financiers pour générer des bénéfices sociaux et environnementaux démesurés.

Derrière l'appel à la mobilisation des finances à des fins publiques, et l'intégration des critères ESG et de l'impact social par un nombre croissant d'investisseurs, se profile la critique d'un statu quo. La finance ne peut répondre seule aux défis sociaux. Que faut-il donc faire pour accélérer le changement souhaité ?

Il faut se demander comment les systèmes générant des possibilités de placement pourraient affecter au mieux leurs ressources aux objectifs sociaux et environnementaux que les investissements sont censés cibler ? Ces dernières années, l'équipe de l'Initiative for Responsible Investment a collaboré notamment avec la Kresge Foundation, le NRDC (Natural Resources Defense Council) sur un ensemble de projets axés sur l'organisation de la demande d'investissements à des fins publiques, souvent orientés sur l'environnement bâti. L'objectif est d'engager ces deux stratégies pour coordonner les parties prenantes et les ressources disparates de manière à ce que les investissements prennent une autre forme. Il est aussi de trouver des mécanismes pour garantir les objectifs sociaux et environnementaux des investissements.

### Quatre pistes pour faire bouger les choses

**1/** L'établissement stratégique des priorités est une question de gouvernance. Il faut une légitimité politique et civique pour allouer des ressources rares aux objectifs prioritaires et pour axer les investissements sur les intérêts de la communauté. Avec une gouvernance efficace, les investisseurs sont assurés que les projets verront le jour. Les risques liés à la recherche de rente ou au « blanchiment vert » sont limités.

**2/** Nous avons besoin de normes définissant l'« investissement à des fins publiques ». Des progrès ont été faits concernant la définition des obligations vertes (investissements ciblés dans les régions à faible ou à moyen revenu). Nous disposons également de normes en matière de travail et de Droits de l'homme pour nous aider à repenser les investissements, mais il reste beaucoup à faire pour que ces normes deviennent un cadre reconnu, un mécanisme de coordination qui intègre les ressources des secteurs public, privé et de la société civile.

**3/** Le rôle de spécialistes des investissements, assuré par des institutions de finance de proximité ou des banques vertes, ou encore des institutions de financement du développement, peut avoir un impact crucial sur la motivation des investisseurs.

**4/** L'organisation de la demande pour certains types d'investissements sociaux implique de repenser le rôle des investisseurs privés dans la résolution des défis mondiaux(1). Les activités de recherche et de développement consacrées à l'organisation de la demande peuvent permettre d'identifier les sortes d'activités concrètes qui peuvent jeter les bases des changements culturels et politiques, vastes et systémiques, potentiellement nécessaires pour relever des défis comme la réalisation des objectifs de développement durable.